



NATIONS UNIES UNESA COLLECTION

ASSEMBLEE  
GENERALE

Distr.

GENERALE

A/C.2/299

27 octobre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS-ARABE-  
ESPAGNOL-FRANCAIS

Trentième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 123 de l'ordre du jour

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE : APPLICATION  
DES DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA SEPTIEME SESSION  
EXTRAORDINAIRE

Lettre datée du 22 octobre 1975, adressée au Secrétaire général par  
le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

En qualité de Président technique de la Réunion préparatoire à la  
Conférence sur la coopération économique internationale, j'ai l'honneur de  
vous transmettre ci-joint la déclaration finale en date du 16 octobre par  
laquelle cette Réunion a conclu ses travaux.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme  
document de l'Assemblée générale au titre du point 123 de l'ordre du jour.

(Signé) L. de GUIRINGAUD

DECLARATION FINALE  
DE LA  
REUNION PREPARATOIRE A LA CONFERENCE  
SUR LA COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Paris, le 16 octobre 1975

1. Les participants à la Réunion préparatoire à la Conférence Internationale proposée par le Président de la République Française qui s'était tenue à Paris du 7 au 15 avril 1975, se sont réunis de nouveau du 13 au 16 octobre, au Centre de Conférences internationales, sous la Présidence Technique de M. de GUIRINGAUD, Ambassadeur de France, afin de poursuivre la préparation du dialogue sur l'énergie, les matières premières, les problèmes du développement, y compris toutes les questions financières s'y rattachant.
2. Les dix délégations ont confirmé l'accord des autorités qu'elles représentent sur la convocation d'une conférence internationale consacrée à ces questions. Elles ont décidé que la Conférence aura pour titre: "Conférence sur la coopération économique internationale", qu'elle se tiendra à Paris, qu'elle comprendra 27 membres désignés comme il est indiqué ci-après, et qu'elle sera convoquée le 16 décembre 1975, pour une session de deux ou éventuellement trois jours, au niveau ministériel. Le Secrétaire Général des Nations Unies sera invité à la Conférence Ministérielle.

- 3.- La Communauté économique européenne, les Etats-Unis et le Japon, d'une part, les sept pays en voie de développement participant à la Réunion préparatoire (Algérie, Arabie Saoudite, Brésil, Inde, Iran, Vénézuéla, Zaïre) d'autre part, font leur affaire d'obtenir que soient désignés au sein de leurs groupes respectifs, selon les procédures que les pays industrialisés et les pays en voie de développement, respectivement, jugeront appropriées, cinq pays industrialisés et douze pays en voie de développement qui s'ajouteront aux participants actuels, pour porter à vingt-sept le nombre des participants à la Conférence. Le Gouvernement français sera informé, dans un délai qui ne devrait pas excéder un mois, de la liste ainsi établie des délégations à inviter à la Conférence ministérielle.
- 4.- Les dix délégations ont décidé en outre que la Conférence devrait avoir deux co-présidents, choisis respectivement par chacun des deux groupes de participants en son sein, et qui **pré-sideraient** alternativement les séances selon ce qu'ils auraient convenu entre eux. Les participants à la Réunion Préparatoire recommandent que les deux co-présidents soient désignés aussitôt que possible après que les listes des participants à la Conférence auront été complétées, et ils suggèrent que les deux co-présidents commencent immédiatement après leur désignation à prendre ensemble, en liaison avec le pays hôte, toutes dispositions utiles pour assurer un déroulement satisfaisant de la Conférence ministérielle.

/...

5. La Réunion préparatoire propose à la Conférence ministérielle de créer une commission pour l'énergie, une commission pour les matières premières, une commission pour le développement et une commission pour les affaires financières. Chacune de ces commissions devrait comporter quinze membres, dont dix représentant des pays en voie de développement et cinq représentant des pays industrialisés, choisis en son sein par chacun des deux groupes de participants à la Conférence
6. En fixant la composition de sa représentation dans chaque commission, chacun des deux groupes constituant la conférence devrait choisir parmi ses membres, ceux qui, en fonction de leurs intérêts particuliers comme de la signification générale pouvant s'attacher à leur participation, paraissent les plus aptes à y figurer, de telle sorte que les travaux soient menés de façon efficace et responsable.
7. La présidence de chacune des commissions devrait être assurée par deux co-présidents désignés respectivement par chacun des deux groupes. Des réunions communes des co-présidents des commissions pourront être prévues en tant que de besoin.

8.- La Réunion Préparatoire recommande que les Organisations intergouvernementales fonctionnelles directement intéressées aux problèmes considérés, dont la Conférence ministérielle aurait jugé qu'elles peuvent utilement contribuer à leur discussion, puissent être représentées, de façon continue, au sein des commissions correspondantes par des observateurs avec droit de parole, mais sans droit de vote, ne participant donc pas à la formation d'un consensus. Outre le Secrétariat des Nations Unies, la liste de ces organisations devrait comprendre notamment l'OPEP, l'AIE, la CNUCED, l'OCDE, l'OAA, le GATT, l'ONUDI, le PNUD, le FMI et la BIRD. De plus, chaque commission pourrait inviter des organisations intergouvernementales fonctionnelles appropriées à participer en tant qu'observateurs ad hoc à l'examen de questions déterminées.

9.- Les membres de la Conférence qui souhaiteraient suivre les travaux d'une commission à laquelle ils n'appartiennent pas devraient avoir la faculté d'y déléguer un représentant à titre d'auditeur sans droit de parole.

10.- Les travaux des quatre commissions dont la Réunion Préparatoire recommande la création seront fondés sur les paragraphes pertinents de l'Aide-Mémoire joint en annexe à l'invitation du Gouvernement français à la présente réunion, compte tenu des précisions et interprétations suivantes :

a) Il est entendu que la Commission pour l'énergie facilitera tous arrangements qui paraîtraient souhaitables dans le domaine de l'énergie.

b) Il est entendu que la Commission pour les matières premières tiendra compte des progrès accomplis dans d'autres instances internationales et sera chargée de faciliter l'établissement ou le renforcement, selon le cas, des arrangements qui paraîtraient souhaitables dans le domaine des matières premières - y compris les produits alimentaires - qui présentent un intérêt particulier

pour les pays en développement.

c) Il est entendu que la Commission pour le développement tiendra compte des progrès réalisés dans d'autres instances internationales, ainsi que des résultats obtenus, et qu'elle sera chargée de faciliter l'établissement ou le renforcement, selon le cas, d'arrangements visant à accélérer le développement des pays en développement, sur la base d'une étroite coopération.

d) Il est entendu que la Commission pour les affaires financières pourra examiner les problèmes financiers importants pour les Etats membres, y compris leurs aspects monétaires, dans le respect de la compétence des institutions internationales (FMI, Banque Mondiale).

e) Il est entendu que les quatre Commissions devraient fonctionner parallèlement, que les résultats de leurs travaux sont liés les uns aux autres et devraient être soumis à la Conférence ministérielle.

11.- Il est convenu que toute délégation pourra soulever, pour discussion dans les commissions, toute question se rapportant aux thèmes du dialogue.

12.- Il a été convenu conformément aux paragraphes pertinents de l'Aide-Mémoire susmentionné, que la Conférence ministérielle sera chargée de fixer les orientations générales des travaux des Commissions.

13.- La Réunion Préparatoire recommande à la Conférence ministérielle que les paragraphes pertinents dudit Aide-Mémoire, tels qu'ils sont interprétés et précisés ci-dessus, ainsi que le principe susmentionné selon lequel toute question pertinente pourra être soulevée pour discussion dans les Commissions, servent comme orientations générales pour les Commissions.

14.- Certaines délégations ont déjà soumis à la présente Réunion Préparatoire des documents proposant des questions à

discuter dans les Commissions. La Réunion Préparatoire recommande à la Conférence ministérielle d'accepter que ces questions soient traitées par les Commissions ainsi que toute autre proposition qui pourrait être soumise ultérieurement dans le cadre des orientations générales.

15.- Pour ce qui est des dispositions pratiques, la Réunion Préparatoire recommande que la Conférence adopte comme langues officielles et comme langues de travail l'anglais, l'arabe, l'espagnol et le français.

16.- Elle recommande à la Conférence de se doter des règles de procédure qu'elle avait elle-même adoptées et qui reposent, en particulier, sur le principe du "consensus", d'après lequel les décisions et recommandations sont adoptées quand la présidence a constaté qu' aucune délégation membre n'y fait objection.

17.- La Réunion Préparatoire estime que la Conférence devrait être dotée d'un secrétariat international à compétence exclusivement administrative et technique, dont il appartiendrait à la session ministérielle de déterminer l'organisation, d'arrêter les modalités de fonctionnement et de répartir la charge financière, sur proposition des deux co-présidents. Il est entendu toutefois que dans l'attente d'une décision sur les dispositions à retenir pour la suite des travaux, le Gouvernement français assurera l'accueil et le secrétariat de la session ministérielle prévue pour décembre 1975, dans les conditions où il avait fourni ces services à la Réunion Préparatoire.

18.- La Réunion Préparatoire recommande enfin à la Conférence ministérielle de décider qu'elle se réunira à nouveau au niveau ministériel dans un délai d'environ douze mois. Une ou des réunions de la Conférence au niveau des fonctionnaires pourraient éventuellement être tenues au moins six mois après la première réunion de la Conférence au niveau ministériel.

19.- En terminant, les participants ont rendu hommage au Président Giscard d'Estaing pour l'initiative qu'il a prise et grâce à laquelle le dialogue a pu s'amorcer, et au Gouvernement français pour les efforts qu'il a accomplis à cette fin.

-----